

Union européenne : alignement des planètes sans précédent pour la France

L'annonce du Brexit a créé un important état de sidération aussi bien en Grande-Bretagne que dans le reste de l'Union Européenne, plongeant le vieux continent dans l'incertitude et dans une situation jusque-là inconnue.

Ce choix bouleverse l'équilibre de notre continent puisque l'un de ses principaux protagonistes se retire du jeu. Ne reste plus que deux acteurs de premier rang : la France et l'Allemagne. Paradoxalement, le premier tient la chandelle au second, acceptant un rôle de figurant face à l'assurance de son voisin et bien qu'il soit celui qui ait le plus d'atouts.

Depuis plus de trois siècles, une des grandes constantes de la Grande-Bretagne a toujours été d'empêcher l'émergence d'une puissance dominante sur le continent. Elle n'a eu de cesse de jouer les uns contre les autres, passant de la Prusse à la France, de la France à l'Allemagne, équilibrant ainsi les rapports de force pour conserver sa propre domination. En choisissant la sortie, elle abandonne de facto cette ambition de rééquilibrage des puissances continentales et son leadership en Europe, en laissant pour la première fois, l'Allemagne et la France seuls maîtres du jeu. Dès lors, les Etats ayant leurs raisons, il est inéluctable que l'un prenne le dessus sur l'autre. Plusieurs choix s'offrent à notre pays, et notamment l'approfondissement du tandem franco-allemand. Hélas, il semblerait que celui-ci tourne à notre désavantage, s'acheminant vers une hégémonie allemande fondée sur sa suprématie économique. Un autre choix serait alors de profiter du concours de circonstances actuelles. En effet, la France, malgré les critiques et les dénigrement, est peut-être la mieux armée pour devenir le futur leader de l'UE.

Le Brexit tout comme « l'hypothèse Trump » effraient les pays de l'Europe de l'Est. En déclarant vouloir moins s'impliquer dans l'OTAN et surtout se rapprocher de M. Poutine, le potentiel futur président des Etats-Unis, M. Trump, inquiète les PECO. Ils prennent ainsi conscience que le parapluie américain n'est pas éternel et que son hypothétique réduction par le candidat républicain les laisseraient démunis face à la Russie, seule menace existentielle à leurs yeux. Dès lors, les pays d'Europe Centrale, avec la Pologne pour leader, voient dans la mise en place d'une politique de défense et de sécurité commune, un pendant à l'OTAN, certes imparfait, mais constituant un dispositif suffisamment dissuasif aux ambitions impériales de la Russie. Or, qui mieux que la France pour en assumer le leadership ? Elle dispose en effet de tous les atouts pour devenir le chef de file de l'Europe dans le domaine militaire : premier budget militaire de l'UE, pays le plus interventionniste dans les opérations extérieures et désormais seul pays européen membre permanent au Conseil de Sécurité de l'ONU et dépositaire de l'arme nucléaire. La sortie de la Grande-Bretagne offre donc sur un plateau la possibilité pour la France de devenir le leader d'une initiative de défense européenne. D'autant plus que les pays d'Europe Centrale peuvent difficilement, pour des raisons historiques évidentes, admettre un leadership européen de l'Allemagne.

Cette politique de sécurité, même si elle peut être partagée par le chef du gouvernement italien Matteo Renzi, n'est pas suffisante pour les pays latins, en témoigne le mécontentement de ce dernier à la suite du sommet de Bratislava. Considérant que la question sécuritaire a pris le pas sur les discussions, il remet sur la table la nécessité d'une politique de relance économique. En qualifiant l'austérité de « recette fausse », il marque clairement sa volonté de bâtir une politique économique tournée vers l'investissement, thème abordé lors d'un Sommet informel entre les pays latins à

Athènes, organisé quelques jours avant celui de Bratislava en présence de François Hollande. Encore une fois, la France apparaît comme le leader naturel de l'Europe. En effet, sa situation économique la rapproche plus de la philosophie méditerranéenne qui insiste sur la croissance économique et les investissements. Les Latins sont donc à la recherche d'un leader destiné à porter leurs prétentions économiques dans les négociations européennes, leader qui ne peut être l'Allemagne du fait de la défiance à son égard née du traitement infligé à la Grèce et à son respect sacrosaint des critères de Maastricht. La France semble donc s'imposer de fait, puisqu'elle est la deuxième puissance économique européenne derrière l'Allemagne et la première des pays latins.

Tous les feux semblent donc au vert pour que la France obtienne le premier rôle en Europe de par ses atouts intrinsèques mais aussi par l'effet repoussoir qu'exerce l'Allemagne. En privilégiant la pérennité de son couple avec l'Allemagne, la France semble comme aveuglée par l'amour qu'elle porte à la réussite de son voisin d'outre-Rhin, sans même se rendre compte que ce dernier la délaisse pour d'autres. Il est temps d'ouvrir les yeux sur l'état de notre relation avec l'Allemagne : c'est donc le moment pour François de remercier Angela.